

La thèse – *Pouvoir et vouloir participer en démocratie. Sociologie de l'engagement participatif* – s'intéresse à la **participation citoyenne (P.C.)** dans la **démocratie participative municipale (D.P.M.)**. Elle résulte d'une recherche doctorale, menée entre 2012 et 2017, en juxtaposant les rôles de chercheur et consultant. Elle mobilise les outils des sciences sociales du politique pour construire son objet : l'**engagement participatif**, défini comme l'engagement *pour et par* la D.P.M., et pour répondre aux questions : *qui fait participer ? Qui participe ? Pour quelles raisons et à quelles conditions ?*

Le volet empirique repose sur une monographie comparée de trois offres de participations, portées par des rassemblements politiques locaux, entre les années 1990 et 2010, dans trois villes « petites moyennes » de 20.000 habitants, dans l'ouest de la France et la banlieue sud de Paris. L'enquête s'y est déroulée de façon similaire : un questionnaire postal, auquel un tiers des participants ont répondu, et des campagnes d'observations et d'entretiens, qui ont amené à discuter en profondeur avec une centaine d'individus, citoyens, élus, agents, pour interroger leurs parcours et leurs raisons d'agir.

La démonstration unifie trois focales : d'abord, sur l'**offre de participation**, comme programme institutionnel, déclinant à l'échelle municipale les principes de la démocratie participative [Part2]. Ensuite, sur l'**espace social de la participation**, structuré par ces opportunités et investi par des individus inégalement dotés et situés dans les réseaux des participants [Part3]. Enfin, sur l'**expérience vécue** d'une participation intermittente, intégrée dans une trajectoire biographique et un parcours balisé de participation [Part4].

La première partie inscrit la thèse dans les débats sur la participation politique et la démocratie participative et justifie du choix d'une comparaison localisée, informée par l'immersion dans le milieu des professionnels de la participation [Part1]. Le cadre théorique s'inscrit dans la critique de l'assimilation de la démocratie à l'élection d'un gouvernement représentatif [Manin, 1995 ; Rancière, 2005 ; Dupuis-Déri, 2013], voire post-démocratique [Crouch, 2004]. L'argumentaire conteste les analyses qui justifient cet état de fait comme désirable et produit du désir des individus [Hibbing Theiss-Morse, 2002]. Mais il discute aussi l'insuffisance de contre-arguments uniquement centrés sur le *design* des procédures [Cain et al., 2003 ; Neblo et al, 2010]. Au contraire, il s'agit d'interroger les structures sociales et les institutions politiques héritées et incorporées [Bourdieu, 1981, 1984 ; Lahire, 2013], pour saisir leurs effets sur la participation [Gaxie, 1978 ; Eliasoph, 1998 ; Putnam, 2000 ; Dalton, 2017].

L'étude se centre sur un cas particulier d'opportunité de participation, liée aux intérêts des représentants municipaux, pour comprendre les conditions, objectives et subjectives, de l'engagement dans une citoyenneté au-delà de l'acte électoral. Les politiques de démocratie participative sont considérées comme des arrangements institutionnels, se réclamant d'un renouveau démocratique [Blondiaux, 2008 ; Gourgues, 2013] en lien avec un mouvement général d'institutionnalisation et de professionnalisation de la démocratie participative [Blondiaux, Sintomer, 2002 ; Nonjon, Mazeaud 2018], et qui, pour justifier d'y prendre part, en appellent à une série de motifs liés à la compétence civique des individus [Mazeaud, Talpin, 2010 ; Talpin, 2010].

En une phrase : **la sociologie de l'engagement participatif consiste en l'analyse des logiques sociales et politiques de l'intérêt et du consentement à la norme participative.**

Dans la deuxième partie, pour chaque cas, la genèse des offres de participation est restituée, au prisme d'une sociologie du pouvoir politique local [Chap3]. Au-delà des références communes, les offres de participation apparaissent marquées par leur ancrage socio-historique. La thèse restitue la création de rassemblements politiques locaux et leur inscription dans le mouvement de la démocratie participative, en partie via des intermédiaires nationaux : académiques, marchands, militants. L'analyse détaille les configurations d'alternance créées par ces rassemblements politiques locaux, dans des contextes de sortie ou mutation du communisme municipal ou de division des notables locaux. Ces dissidents de partis politiques locaux affirment un leadership paradoxal : la D.P.M. loin de diluer un pouvoir municipal personnalisé, tend à renforcer la figure mayorale. Les parcours des élus participatifs, en premier lieu les maires, sont remis en perspective, pour **situer la légitimité à faire participer dans leurs ancrages locaux et leurs parcours familiaux, militants et professionnels.**

Ces offres de participation sont analysées comme les outils de façonnage de l'engagement participatif [Chap4]. Elles prennent alternativement ou successivement la forme d'instances de quartier, de groupes-projets municipaux, de budgets ou d'évènements participatifs. La thèse isole une tendance à

**l'évitement et l'évidement des instances pérennes de quartier, au bénéfice d'une participation projectuelle ou événementielle.** Une telle tendance va dans le sens d'une participation moins autonome, plus contrôlée et plus circonscrite aux enjeux des acteurs politiques. Elle redouble une **mise en administration**, autrement dit l'intégration des offres de participation aux politiques publiques municipales et à leurs circuits administratifs [Chap5]. Cet agencement bureaucratique se trouve même renforcé par les dispositions de certains participants à en jouer le jeu. Des services sont créés, des agents et des prestataires sont recrutés, dans des proportions significatives pour des villes de cette envergure. Pourtant **l'institutionnalisation des espaces de participation s'avère autant indéterminée, qu'inachevée.** Les dispositifs participatifs apparaissent réversibles, soumis aux rythmes du calendrier électoral et de l'expérimentation permanente. Dans le creux des vagues de campagne électorale et d'innovations procédurales, les promoteurs expliquent principalement la perte d'adhésion et de mobilisation par l'essoufflement des individus, en omettant le constat premier de **la faiblesse du pouvoir partagé et de l'autonomie concédée.**

La troisième partie s'intéresse aux logiques sociales de la réception. Elle propose une analyse de la sociologie des groupes et des individus mobilisés par ces politiques de façonnage d'une nouvelle citoyenneté locale au travers des dispositifs participatifs. La toile de fond posée en premier lieu est celle de leur sélectivité sociale [Chap6]. L'enquête quantitative vient ici combler un manque dans la littérature. Elle objective la récurrence d'un « **1% participatif** », par rapport aux populations municipales, au sein duquel sont sur-représentés des plus de cinquante ans, retraités ou cadres, plus dotés culturellement et économiquement, et dans leur écrasante majorité : votants, propriétaires et résidents depuis plusieurs décennies, voire natifs. Cet inventaire des facteurs sociaux de la participation ne rend cependant pas compte de leur mise en ordre en situation. Ainsi, être un ancien résident est d'autant plus nécessaire, pour un ouvrier non diplômé célibataire non-membre d'association, que pour un couple de cadres nouveaux propriétaires. Pour permettre leur lecture relationnelle, ces déterminants sont transposés au sein d'un **espace social de la participation**, tel que délimité par les opportunités offertes dans ces municipalités [Chap7]. L'analyse des correspondances multiples montre que cet espace est structuré par la distribution d'un capital social local, dit d'autochtonie et met ainsi en lumière une voie d'accès à la citoyenneté locale, complémentaire et compensatoire de voies plus universelles, mesurées en capital culturel et économique. En outre, la prise en compte de la multipositionnalité dans la société des participants, amène à considérer le tissu associatif local et à y isoler des foyers de recrutement qui marquent l'offre de participation comme réceptacle d'engagements qui lui préexistent. **L'accès aux dispositifs participatif se voit doublement ordonné en fonction du statut social et de l'insertion des individus dans l'espace local.** Par-là, la D.P.M. redouble et renouvelle les soutiens municipaux.

La dernière partie intègre les motifs de la participation: **civisme, sociabilité, curiosité intellectuelle et intérêt personnel** [Chap8]. L'enquête éprouve cette perspective via la mesure quantitative de l'accord déclaré avec ces motifs, pour dégager plusieurs profils. Mais ceux-ci s'avèrent consensuels, et surtout peu différenciant. Ils exposent les raisons d'un consentement à la norme participative, et leur intégration par des individus au fil de leur expérience. Ainsi, cette entrée permet de décrire comment des participants inégalement dotés en viennent à redéfinir, ou non, leur compréhension de la politique et de la citoyenneté locale. Mais elle ne peut pleinement répondre à la question de savoir si des personnes différentes, notamment en termes de positions et de statuts sociaux, ont effectivement des sens différents de l'engagement participatif. La démonstration dépasse cette impasse du questionnaire en prenant appui sur une centaine d'entretiens. Ici, au-delà de l'expression personnelle et rétrospective de motifs, l'analyse affirme en quoi **participation et non-participation sont les dimensions d'un même phénomène : l'inégale distribution sociale des disponibilités et des dispositions à participer** [Chap9]. Ce développement analytique resitue les parcours de participation dans les trajectoires familiales, professionnelles, résidentielles, qui conditionnent l'engagement participatif. Il distingue des parcours de continuité et de détour, ainsi que des actes de participation vécus comme ordinaires ou extraordinaires, du point de vue de celles et ceux qui les rapportent.

L'expérience de la participation réalisée, durant plus d'une décennie dans un conseil d'habitants ou une journée pour un projet urbain, se voit réintégrée dans des parcours sociaux, et dès lors conditionnée, à un ensemble de conditions sociales. Ce chapitre final illustre **le partage social de la compréhension et de l'appréhension de l'engagement participatif.** Un partage objectif, mais aussi

subjectif, dès lors qu'un même facteur peut être alternativement vécu comme indisponibilité ou disponibilité. L'accès à la propriété charrie l'intérêt pour la démocratie locale, là où la désorganisation des associations de locataires se marie au désintérêt. La maternité attache au foyer ou appelle à en sortir selon la socialisation professionnelle. La pré-retraite mue la cité dortoir en cité politique, mais ce d'autant plus après une vie active strictement subordonnée. L'engagement associatif prédispose largement à l'engagement participatif, mais incite aussi à s'en distancer, car trop municipalisé. Le management participatif peut aller avec une inclination pour la participation par projet ou y rendre réfractaire. Ainsi, comprendre les conditions d'un engagement participatif, entre persistance et intermittence, implique de considérer **le rapport subjectif des individus à une possibilité objective de participer**, et donc l'interprétation qu'ils en livrent, en situation, à partir de leurs expériences préalables.

De manière générale, l'engagement participatif apparaît comme une voie de l'intéressement aux enjeux politiques et aux jeux des politiques locaux. Il peut sous conditions prolonger ou renouveler un ensemble d'engagements sociaux, au travers d'une **participation réalisée, distancée, empêchée ou impossible**. Ces différences ne se comprennent pas à part de l'offre de participation, qui peut tendre à les renforcer, par exemple en valorisant la gestion de projets encadrée plutôt que leur mise en débat autonome, l'intérêt thématique plutôt que la sociabilité participative, le capital culturel plutôt que d'autochtonie. De manière encore plus générale, ces parcours de participation ne se comprennent pas en dehors de leur inscription dans une société contraignante et le plus souvent porteuse d'impuissance individuelle et collective. Les différences économiques, sociales et émotionnelles dans l'appréhension de ces invitations à participer, dénotent un engagement participatif socialement sélectif, parfois gratifiant et en partie profitable, mais aussi largement porteur de déception et de ressentiment.

La conclusion pointe les limites inhérentes à une participation encadrée dans la représentation, que vient redoubler **la structure de la distribution des compétences et des appétences démocratiques**. La **demande de participation**, loin de précéder l'offre, se voit requalifiée comme construit social et enjeu de luttes. Surtout, elle voit sa portée transformatrice conditionnée au préalable d'une **demande de démocratie**, sauf à n'être que le dérivatif des intérêts dominants à prétendre la faire exister. Mais la thèse ne fait pas que décliner les raisons d'un pessimisme critique. Elle ouvre la voie à des objectifs intermédiaires importants pour une démocratie effective ; c'est-à-dire adressant la délégation politique et la subordination socio-économique, que les dispositifs participatifs confirment ou ignorent. La conclusion générale rappelle l'effet limité, voire contre-productif, des innovations démocratiques, et plaide pour un **triple ré-encastrement** : du projet dans l'instance, de l'engagement participatif dans les rapports sociaux et de la représentation dans la participation.

#### Références citées :

- Blondiaux, L. (2008). *Le nouvel esprit de la démocratie*. Seuil.
- Blondiaux, L., & Sintomer, Y. (2002). « L'impératif délibératif ». *Politix*, 15(57), 17–35.
- Bourdieu, P. (1981). « La représentation politique. ... ». *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36(1), 3–24.
- Bourdieu, P. (1984). « Espace social et genèse des classes ». *ARSS*, 52(1), 3–14.
- Bourdieu, P. (1984). « La délégation et le fétichisme politique ». *ARSS*, 52(1), 49–55.
- Cain, B. E., Dalton, R. J., & Scarrow, S. E. (2003). *Democracy Transformed? Expanding Political Opportunities in Advanced Industrial Democracies*. Oxford University Press.
- Crouch, C. (2004). *Post-Democracy*. Polity Press.
- Dalton, R. J. (2017). *The Participation Gap: Social Status and Political Inequality*. Oxford University Press.
- Dupuis-Déri, F. (2013). *Démocratie: Histoire politique d'un mot aux Etats-Unis et en France*. Lux.
- Eliasoph, N. (1998). *Avoiding politics: How Americans produce apathy in everyday life*. Cambridge Univ. Press.
- Gaxie, D. (1978). *Le cens caché: Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Seuil.
- Gourgues, G. (2013). *Les politiques de la démocratie participative*. Presses Universitaires de Grenoble.
- Hibbing, J. R., & Theiss-Morse, E. (2002). *Stealth Democracy: Americans' Beliefs About How Government Should Work*. Cambridge University Press.
- Lahire, B. (2013). *Dans les plis singuliers du social: Individus, institutions, socialisations*. La Découverte.
- Manin, B. (1995). *Principes du gouvernement représentatif*. Calmann-Lévy.
- Mazeaud, A., & Nonjon, M. (2018). *Le marché de la démocratie participative*, Editions du croquant.
- Mazeaud, A., & Talpin, J. (2010). « Participer pour quoi faire ? ... ». *Sociologie*, 1(3), 357–374.
- Neblo, M., et al (2010). "Who wants to deliberate—And why?" *American Pol. Sci. Review*, 104(3), 566–583.
- Putnam, R. (2000). *Bowling Alone – The Collapse and Revival of American Community*. Simon & Schuster.
- Rancière, J. (2005). *La haine de la démocratie*. La Fabrique.
- Talpin, J. (2010). « Ces moments qui façonnent les hommes ». *Revue Française de Science Pol.*, 60(1), 91–115.